

Débat d'orientations budgétaires 2020

Nota bene :

Pour 2020, année de renouvellement des conseils municipaux, l'application de l'article L. 1612-2 du CGCT permet de repousser au 30 avril 2020 la date limite de vote du budget primitif.

Le budget primitif peut ainsi être adopté par l'organe délibérant issu des élections municipales des 15 et 22 mars.

L'installation des nouveaux conseils municipaux s'effectuant entre le 27 mars et le 29 mars (articles L. 2121-7 du CGCT), le temps imparti au nouvel organe délibérant pour organiser le vote du budget sera de 32 jours.

Le budget reposera sur les éléments prévisibles en fonctionnement et sur les projets déjà engagés en investissement.

L'organe délibérant issu des élections municipales aura ensuite la possibilité de modifier le budget primitif au cours de l'exercice budgétaire et sans contrainte de calendrier.

Le budget pourra être modifié de deux façons en cours d'année : par un budget supplémentaire et par une ou plusieurs décisions modificatives. Ces documents d'ajustements permettent au nouvel organe délibérant de modifier le budget dans le sens de la politique qu'il entend mener.

Il est à noter que la nouvelle assemblée ne pourra pas revenir sur la fixation des taux des impôts locaux déterminés dans le cadre de l'adoption du budget.

I- Les objectifs et obligations légales du DOB 1- Les obligations légales du DOB

L'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation aux communes de plus de 3 500 habitants, d'organiser, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés et sur la structure et la gestion de la dette.

Ce débat doit être à l'ordre du jour d'une séance du conseil municipal et faire l'objet d'une délibération afin de permettre au représentant de l'Etat de s'assurer du respect de la loi.

2- Les objectifs du DOB

Le débat d'orientation budgétaire permet à l'assemblée délibérante :

- De discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif ;
- D'être informée sur la situation financière de la collectivité.

–d'apprécier les contraintes . **Il n'a aucun caractère décisionnel.**

3- Mise en ligne

L'article L.2313-1 du CGCT prévoit que le rapport sur les orientations budgétaires a vocation à être mis en ligne sur le site internet de la collectivité lorsqu'il existe, après adoption par l'organe délibérant.

Contexte Economique

Entre ville et campagne

. **Atterissage,Ralentissement synchronisé de l'économie Mondiale**

Les fortes incertitudes sur la politique économique ont eu une incidence sur la croissance,avec un ralentissement du PIB mondial.

De **3,7% en 2018 à 3% en 2019**. Pour 2020 Prévion **de 3,1%** (OCDE)

une reprise cyclique est elle à prévoir?

. **Ralentissement Généralisé,croissance affaiblie dans la Zone Euro**

Dans l'ensemble de la zone euro,pas de récession , les perspectives d'évolution ont été revues à la baisse .

Après avoir ralenti de **1,9% en 2018 à 1,2 % en 2019** ,le PIB devrait **atteindre 0,8% en 2020**

(essentiellement en raison de la faiblesse de la croissance Allemande 0,5 % en 2019 et 2020).

Contexte Economique

Entre ville et campagne

Indicateurs macro-économique national

.La croissance Française s'est montrée résiliente dans un contexte de ralentissement global, on note une nette divergence entre la France et la Zone Euro pour l'année 2019.

En France la croissance a été de **2,3% en 2017**(alors que le gouvernement tablait sur une prévision de 1,7 %)embellie de courte durée??

1,7% en 2018;1,3 % en 2019, Prev 2020 1,3%

- Déficit public. Le Gouvernement prévoyait une baisse de 2,7 points du PIB en 5 ans et un retour à un " quasi –équilibre " en 2022

Année	2017	2018	2019	2020	2021	2022
PREV Solde Public	-2,9%	-2,6%	-3%	-1,5%	-0,9%	-0,2%
Réalisé	-2,6%	-2,7%	-3,1%	-2,2% ?		

Les Taux bas ont un effet anesthésiant sur la dette publique , qui n'incite pas aux économies.

Contexte Economique

Entre ville et campagne

Emploi : avec 2,8 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage s'élevait en **2017 à 9,4% de la population active** soit une baisse de 0,7 points sur un an. En 2016 le chômage avait déjà baissé de 0,3 points.

En **2018** le taux de chômage était de **9,1 % (légère baisse)**

Pour **2019 l'inversion de la courbe du chômage** est confirmée 8,6% de la population active.

On constate : une baisse du taux de chômage prononcée pour les jeunes hommes (-2,9 %

Le taux de chômage longue durée baisse de 0,3 pts et s'établit à 3,4 % de la population active

Pour 2020 la prévision est de **8,3 %**, soit une baisse de 0,3pts par rapport à 2019

.La Dette : à la fin du 1^{er} trimestre 2019 la dette publique de la France en hausse s'établissait à 2359 Milliards d'euros soit 99,6 % du PIB hexagonal

50% de la dette est détenue en zone euro, la France figure parmi les pays européens où le poids de la dette est le plus important. On aurait atteint les 100 % du PIB en 2019 ?

.Une Inflation qui évolue à la hausse depuis 2015 .

2015 0% ; 2016 0,2% ; 2017 1% ; 2018 rebond à 1,8%

2019 1,1%, Prévision **2020 1,3%**

Contexte Economique

Entre ville et campagne

Environnement de Fraisses

Depuis 2014 un environnement financier contraint et instable qui se poursuit en 2019.

◆ Baisse de la Dotation Générale de Fonctionnement(D.G.F.)

La diminution de ressources est principalement imputée sur la dotation globale de fonctionnement (DGF).

◆ Incertitudes des contributions aux communes :

La suppression de la taxe d'habitation

Inscrite dans le PLF 2018, la suppression de la taxe d'habitation a été effective pour 65 % des ménages en 2019 et sera poursuivie en 2020. Ce sera 17 millions de foyers concernés qui ne paieront plus la taxe d'habitation. Le gouvernement s'est engagé à compenser à l'euro près la perte de recettes des collectivités locales via un mécanisme de dégrèvement au moins jusqu'en 2020, ce qui met les collectivités dans une situation forte d'insécurité financière, en sus de la perte de marge de manœuvre fiscale.

La réforme de la TFPB

Ce début de réforme de la Fiscalité Locale s'accompagne d'un travail de révision partielle des valeurs locatives des locaux qui datent de 1970. Une première étape a été franchie le 1^{er} Janvier 2017 avec la révision des valeurs locatives des locaux commerciaux.

Aucune réforme des locaux d'habitation n'est à ce jour envisagée, le gouvernement l'estimant trop sensible.

Les valeurs locatives utilisées pour la taxe d'habitation et la taxe foncière vont donc continuer de se baser sur les

Contexte Economique

Entre ville et campagne

Environnement de Fraisses

Baisse de la DGF pour la commune de Fraisses

2013 : 669 963 €

2014 : 628 379 €

2015 : 542 235 €

2016 : 456 800 €

2017 : 408 521 €

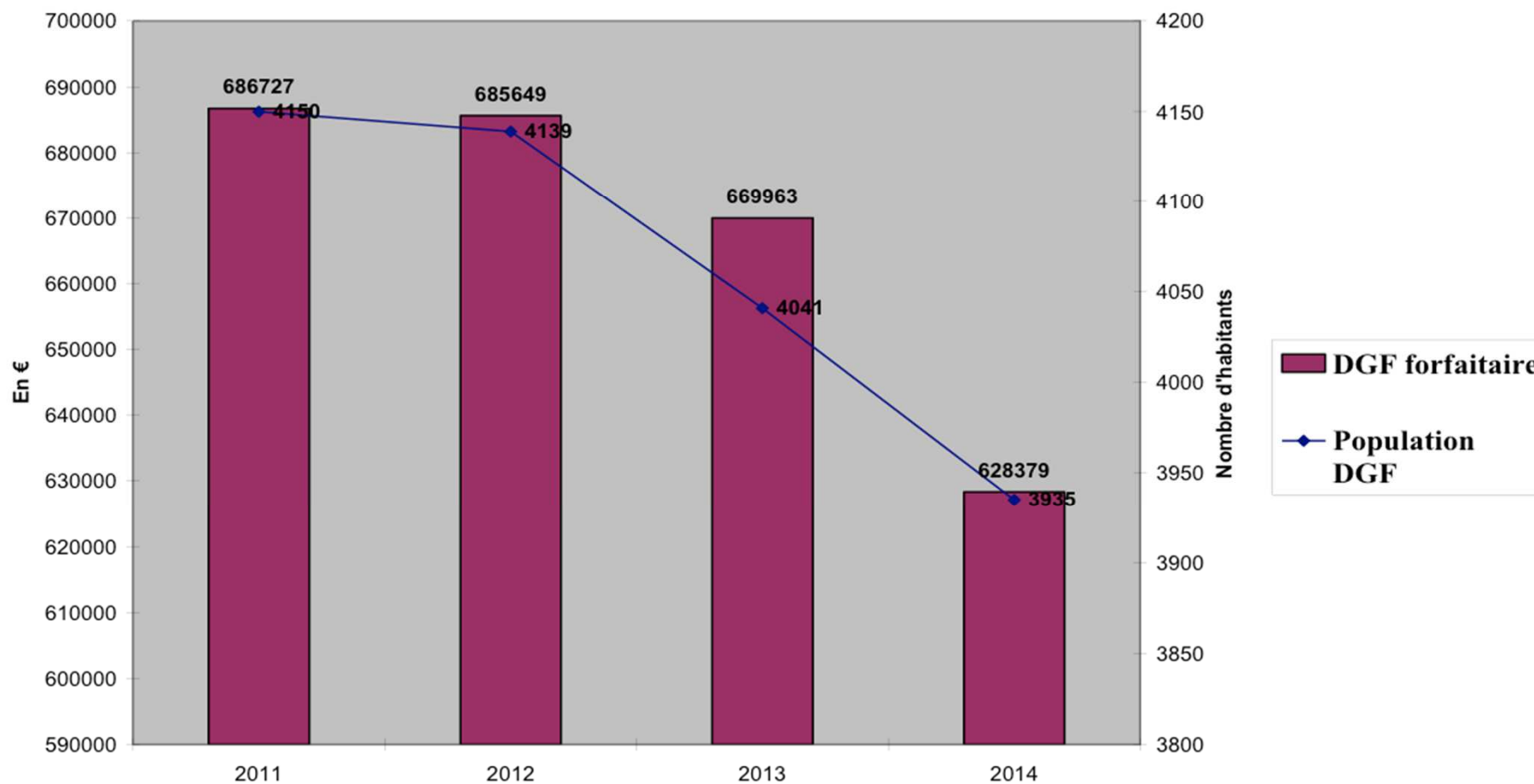
2018 : 399 550 €

2019 : 390 263 €

2020: 380 000 €

Pour la commune de Fraisses la baisse a représenté en 2019 par rapport à 2013,
279700 euros (-41,8 %)

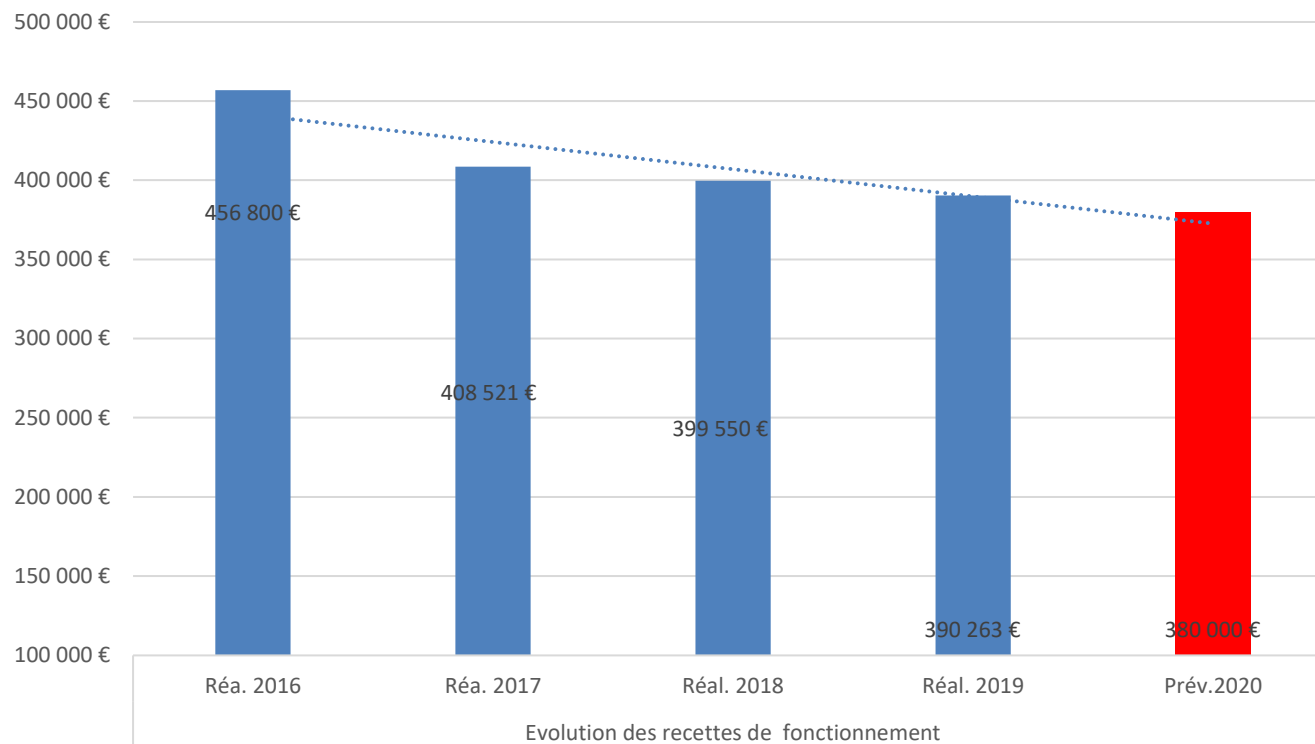
ÉVOLUTION DE LA DGF (forfaitaire) ET DE LA POPULATION DGF



Contexte économique

Entre ville et campagne

Dont DGF



Analyse Financière

Entre ville et campagne

Analyse Financière et Fiscale de la ville de Fraisses

Principaux constats :

- Dette
- Evolution des recettes de fonctionnement
- Evolution des dépenses de fonctionnement
- Evolution de l'autofinancement
- Orientations budgétaires 2020
- Propositions d'investissement 2020
- Conclusion

Analyse Financière

Entre ville et campagne

LA DETTE Fraisses : Une commune peu endettée

L'endettement des communes apparait le plus souvent cyclique. Après une période d'endettement leur permettant de réaliser de gros investissements, elles se désendettent.

C'est le cas de Fraisses.

L'évolution depuis 2012 de l'encours de la dette (montant du capital restant à rembourser) témoigne de cette volonté.

En 2015

Renégociation des prêts -> Economie de 136000 euros

-> augmentation de la C A F.

En 2018 nous avons réalisé 650 000 euros d'investissement tout en remboursant 356 075 euros de prêts:

250 000 euros (remboursement en partie d'un Prêt de 400 000 euros à court terme remboursable en 2019)

Au 1^{er} Janvier 2019 le montant de la dette était de 982 950 euros soit 259 euros par habitant (population de 3791 habitants) en septembre 2019 nous avons remboursé les 160 000 euros restant du prêt à court terme.

Au 1^{er} Janvier 2020 le montant de la dette est de 715441 euros soit 191 euros par habitant (population de 3743 habitants)

Son niveau de dette par habitant reste très inférieur à la moyenne de sa strate qui se situe à environ 760 euros par habitant.

Analyse Financière

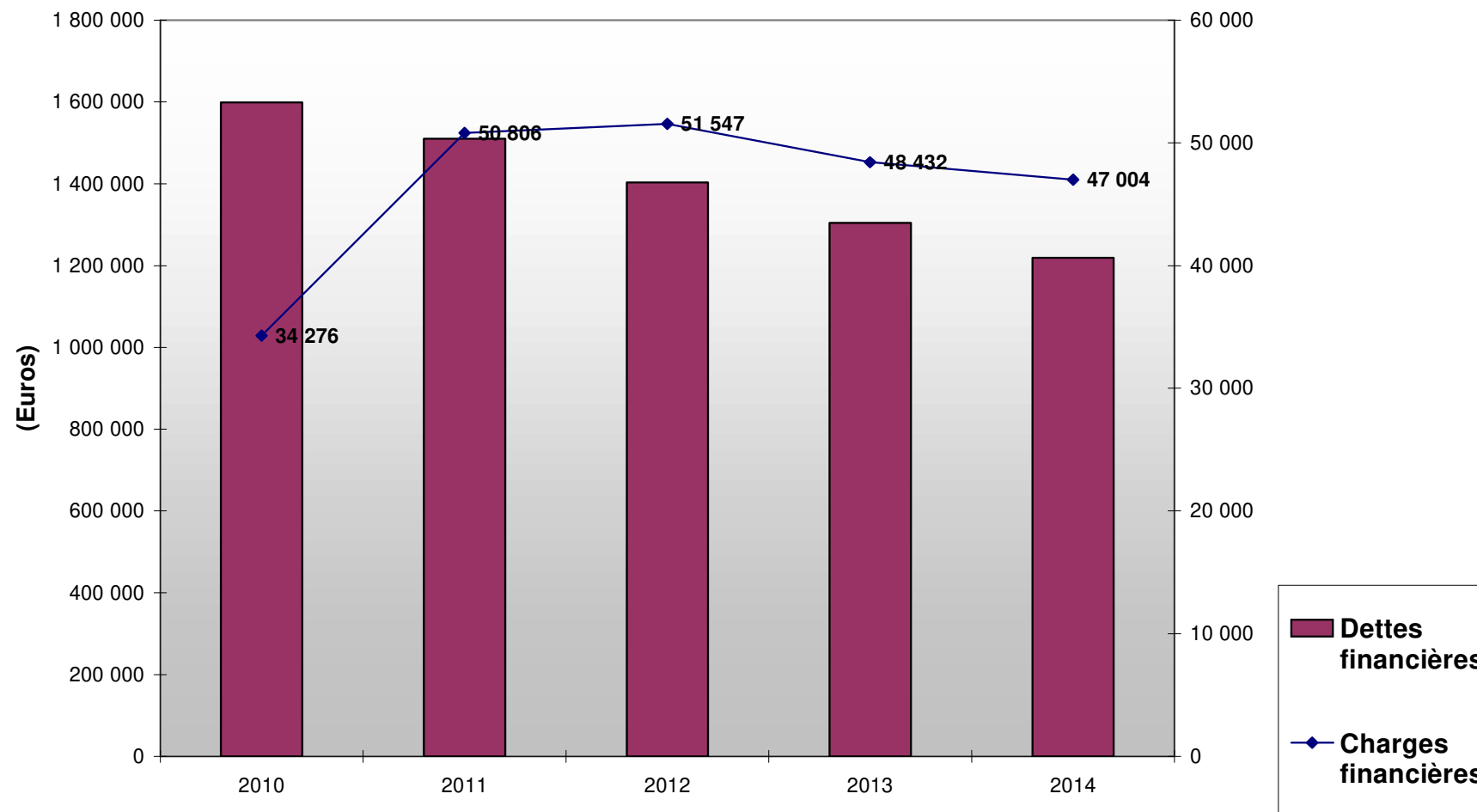
Entre ville et campagne

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2019	283 196,42 €	15 687,56 €	267 508,86 €	0,00 €	0,00 €	982 950,78 €
2020	121 146,61 €	12 165,20 €	108 981,41 €	0,00 €	0,00 €	715 441,92 €
2021	106 312,69 €	10 518,50 €	95 794,19 €	0,00 €	0,00 €	606 460,51 €
2022	101 615,34 €	8 746,80 €	92 868,54 €	0,00 €	0,00 €	510 666,32 €
2023	102 531,99 €	7 012,31 €	95 519,68 €	0,00 €	0,00 €	417 797,78 €
2024	103 509,53 €	5 237,90 €	98 271,63 €	0,00 €	0,00 €	322 278,10 €
2025	86 290,37 €	3 393,34 €	82 897,03 €	0,00 €	0,00 €	224 006,47 €
2026	32 674,46 €	2 356,77 €	30 317,69 €	0,00 €	0,00 €	141 109,44 €
2027	33 814,93 €	1 795,07 €	32 019,86 €	0,00 €	0,00 €	110 791,75 €

Analyse Financière

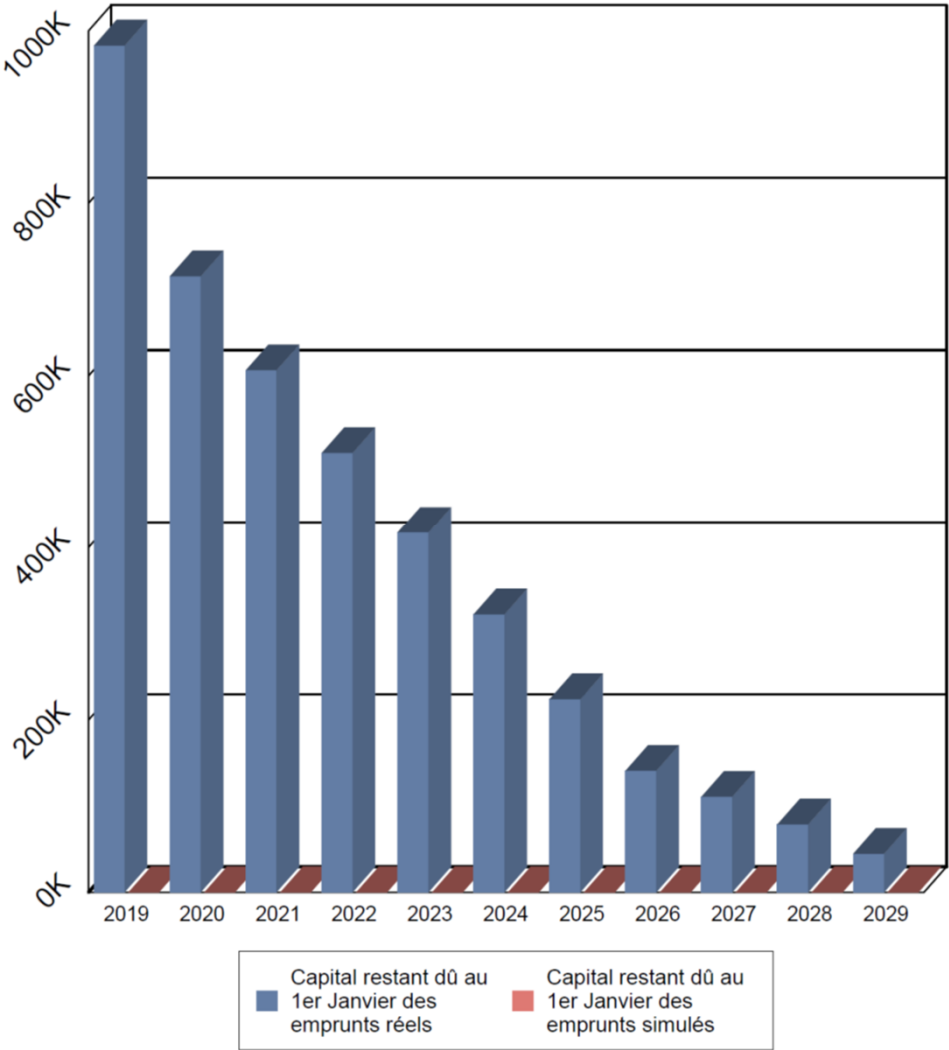
Entre ville et campagne

Évolution des dettes et des charges financières



Analyse Financière

Entre ville et campagne



Analyse Financière

Entre ville et campagne

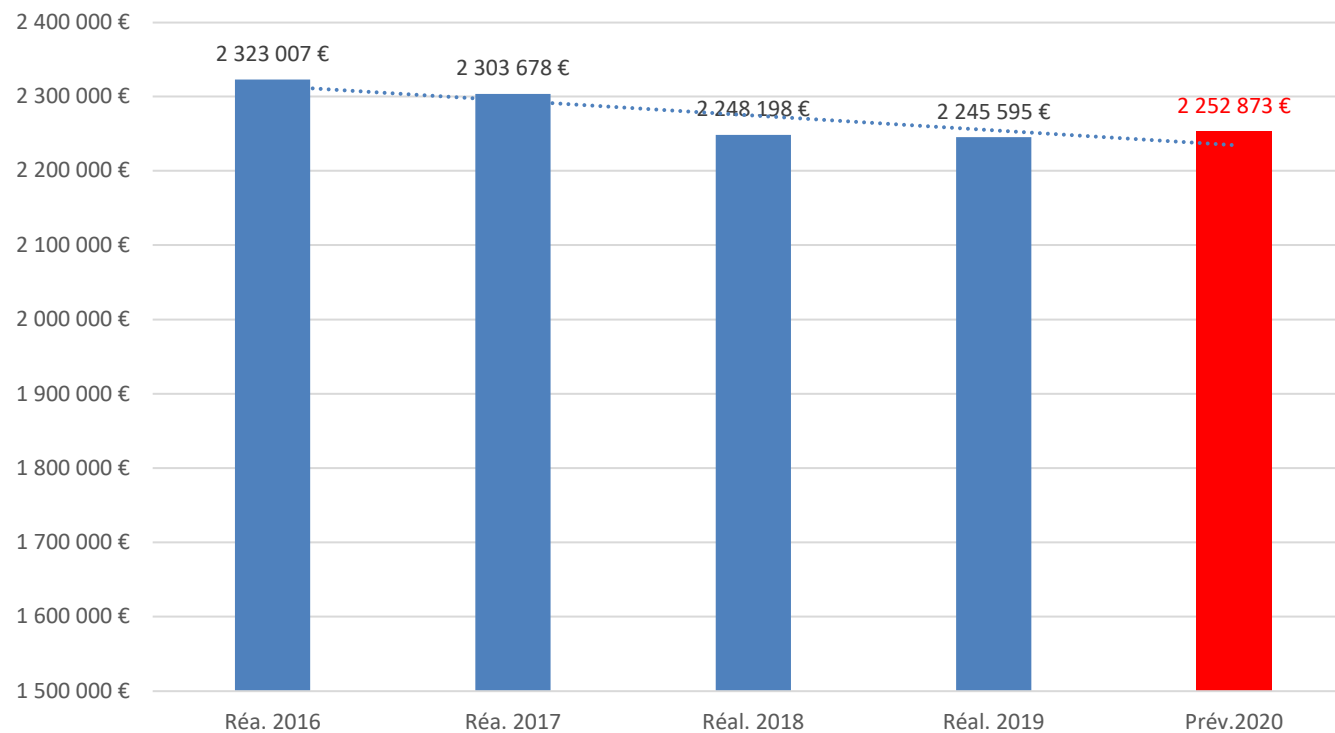
Evolution des recettes de Fonctionnement

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	PREV 2020
70 - Produits des services	481 877 €	371 684 €	467 097 €	380 000 €
73 - Impôts et taxes	2 303 678 €	2 248 198€	2 245 595 €	2 252 873 €
dont contri. Directes	1 715 201 €	1 733 016€	1 769 181 €	1 786 873 €
dont compen. SEM	196 913 €	190 362 €	170 752 €	176 000 €
dont dot. Solidarité SEM	217 116 €	219 744 €	222 683 €	215 000 €
dont taxe élec.	44 706 €	69 182 €	45 223 €	55 000€

Analyse Financière

Entre ville et campagne

73 -Impôts et Taxes



Analyse Financière

Entre ville et campagne

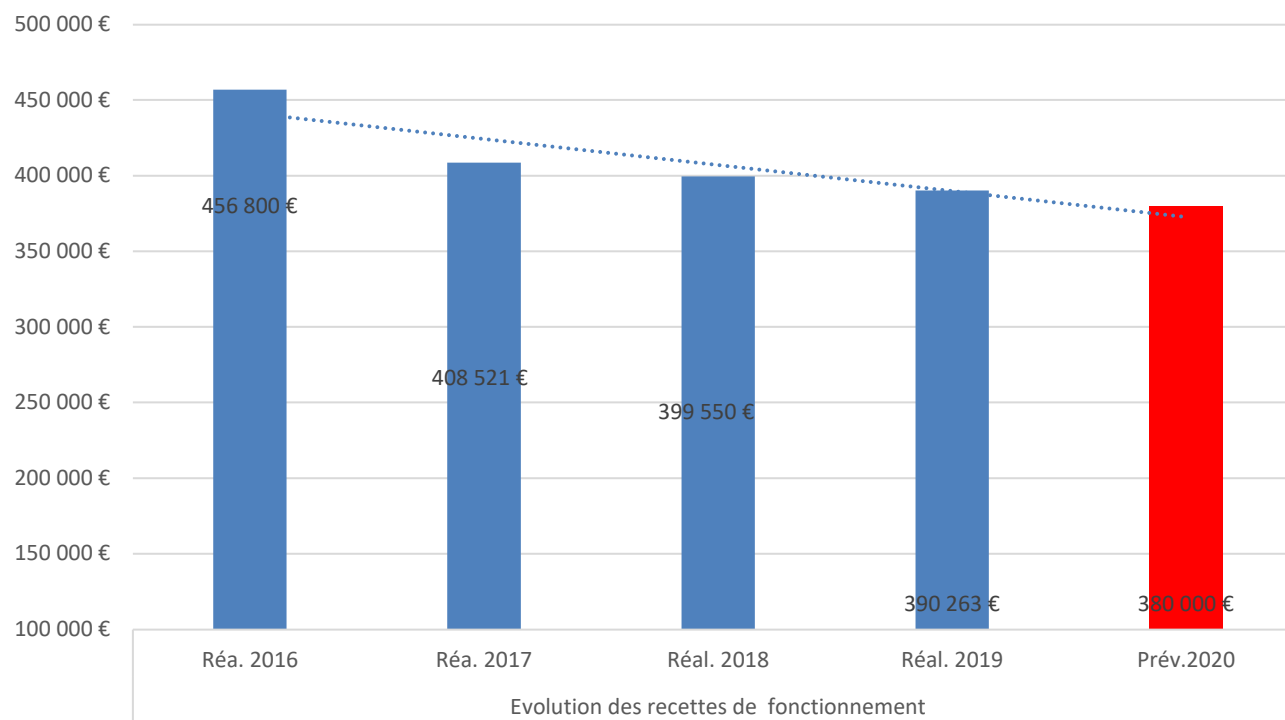
Evolution des recettes de Fonctionnement

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Prev 2020
74 - Dotation et participation	582 194 €	669 073 €	655 816 €	650 000 €
dont DGF	408 521 €	399 550 €	390 263 €	380 000 €
dont autres dotation	119 263 €	209 592 €	202 925€	210 000€
dont compensation Etat	54 410 €	59 931 €	62 628 €	60 000 €
75 - Autres produits gestion courante	121 980 €	127 975 €	129 366 €	110 000 €
Produits de fonctionnement courant	3 489 730 €	3 489 730 €	3 497 874 €	3 392 873 €

Analyse Financière

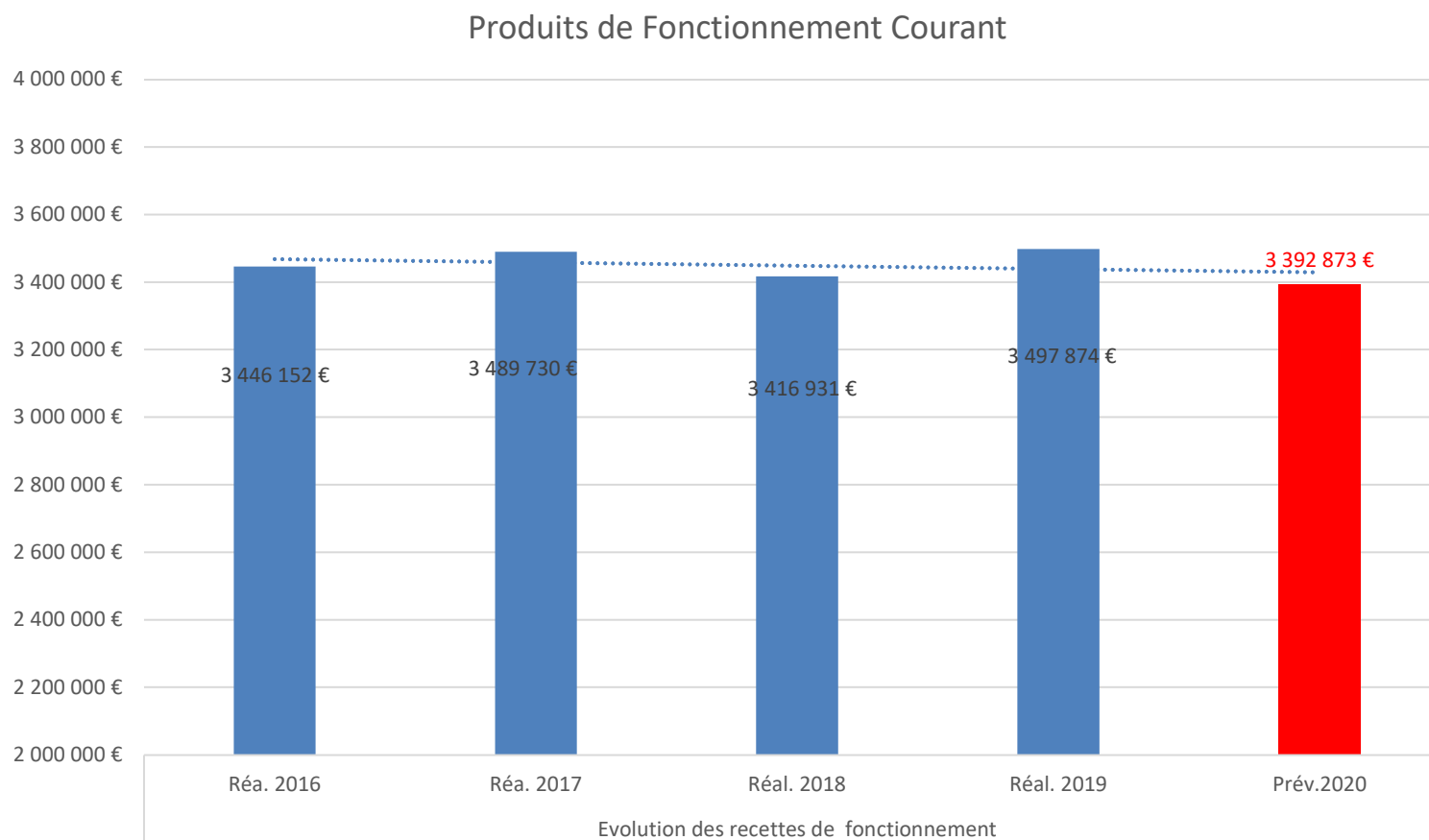
Entre ville et campagne

Dont DGF



Analyse Financière

Entre ville et campagne



Analyse Financière

Entre ville et campagne

Evolution des dépenses de Fonctionnement

	Réalisé 2017	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Prev 2020
012 - Charges de personnel	1 679 137 €	1 645 329 €	1 632 736 €	1 657 227 €
6419 - Remboursement rému. Personnel	102 043 €	99 180 €	98 819 €	60 000 €
011 - Charges à caractère générale	726 800€	791 449 €	832 924 €	850 000 €
65 - Autres charges gestion courante	581 065 €	558 305 €	491 799 €	491 799 €
Charges de fonctionnement courant	2 884 959 €	2 895 903 €	2 858 639 €	2 939 026 €

Orientations 2020

Entre ville et campagne

Orientations du budget principal 2020

Les orientations du budget primitif 2020 s'inscrivent dans la stricte continuité des budgets précédents.

1- La section de fonctionnement

a) Les dépenses de fonctionnement

L'hypothèse retenue en matière de dépenses réelles de fonctionnement est une évolution de + 2,8 %.

Montant prévisionnel : 2 939 026 €

● Chapitre 012 : Charges de personnel

La masse salariale représentait en 2019 : 53,7 % des dépenses de fonctionnement. La maîtrise de son évolution est essentielle. L'hypothèse retenue pour 2020 est une évolution de + 1,4 % : 24 491€

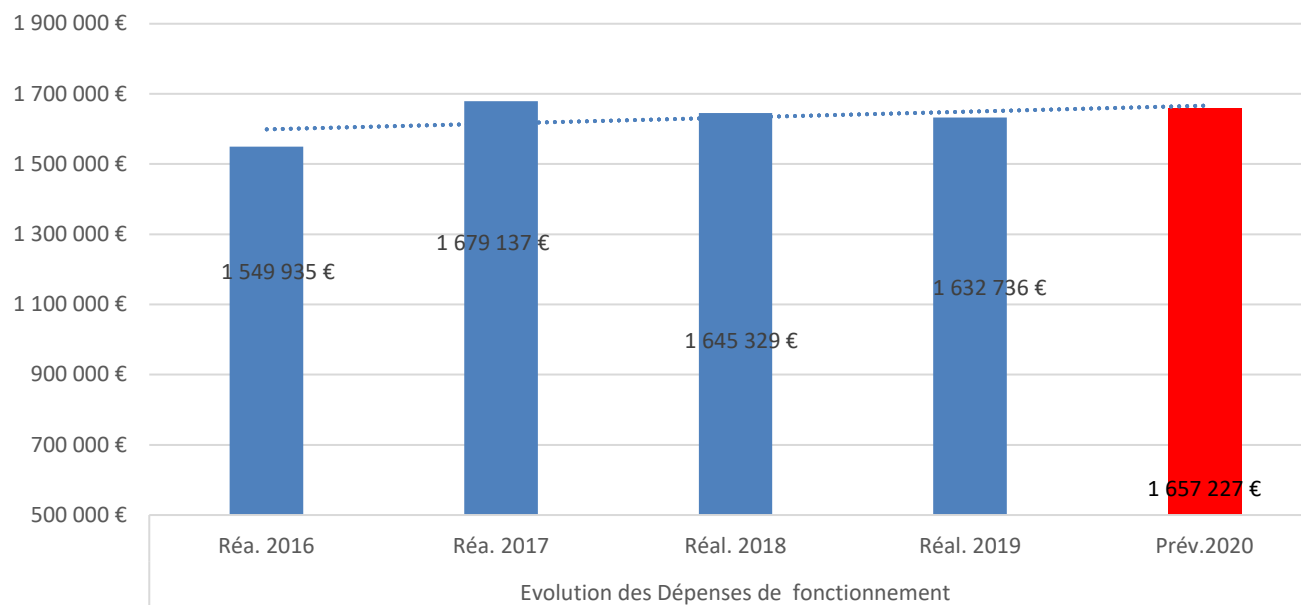
Cette tendance tient compte :

- du glissement vieillissement technicité ;
 - de l'application de l'accord national sur les Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations (PPCR) qui revalorise les indices de certains grades et échelons ;
 - des remplacements nécessaires à la continuité de l'activité des services ;
 - des frais liés à l'organisation des élections ;

Analyse Financière

Entre ville et campagne

012-Charges de Personnel



- Chapitre 011 : Charges à caractère général

Afin de limiter l'impact des charges, de nombreux efforts de gestion sont réalisés par les services communaux.

L'hypothèse retenue pour 2020 est de 85000 € soit une évolution de +2% .

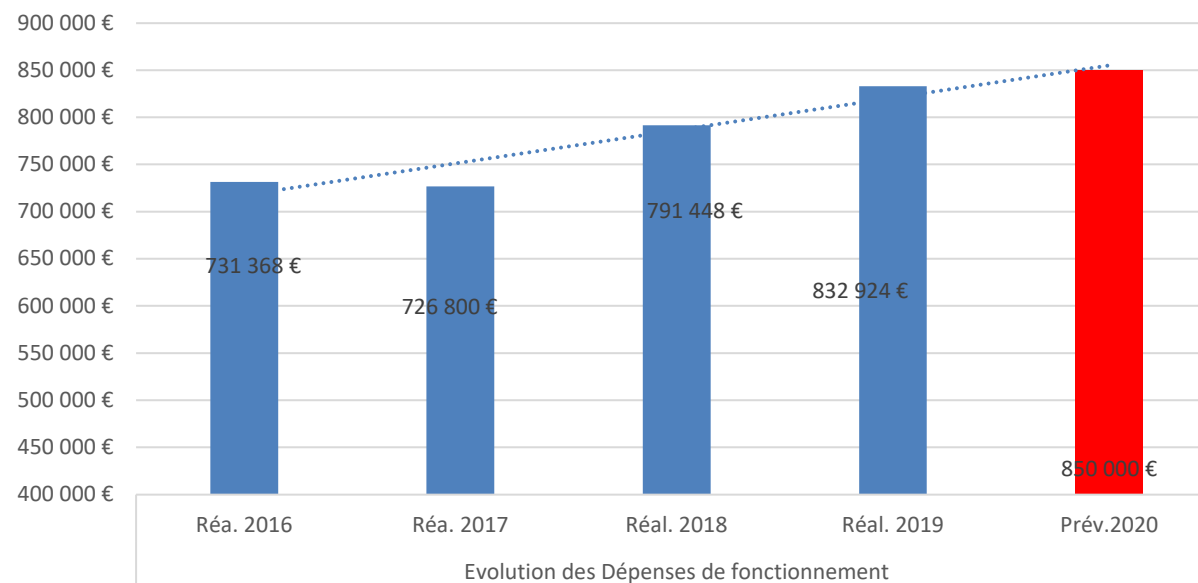
- Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante L'hypothèse retenue est une stabilisation (491800 €)

L'enveloppe permettant de soutenir les associations restera stable : 85 000 €.
(soutien affirmé au monde associatif)

Analyse Financière

Entre ville et campagne

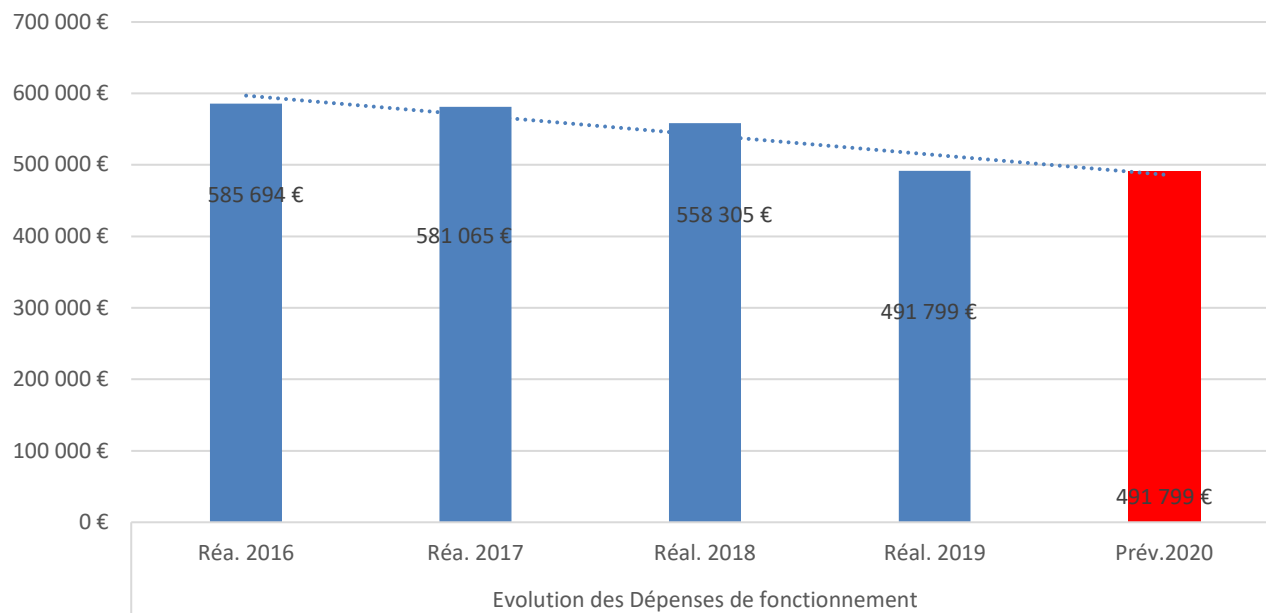
011- charges à caractère général



Analyse Financière

Entre ville et campagne

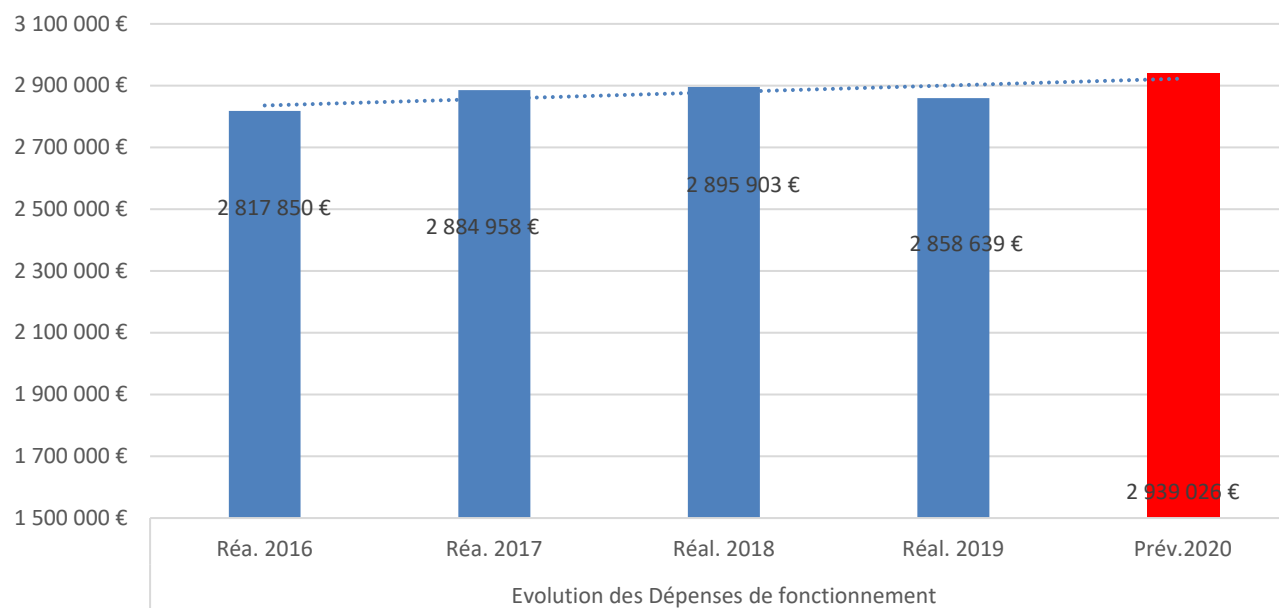
65-Autres Charges Gestion courante



Analyse Financière

Entre ville et campagne

A1 Charges de Fonctionnement Courant



Analyse Financière

Entre ville et campagne

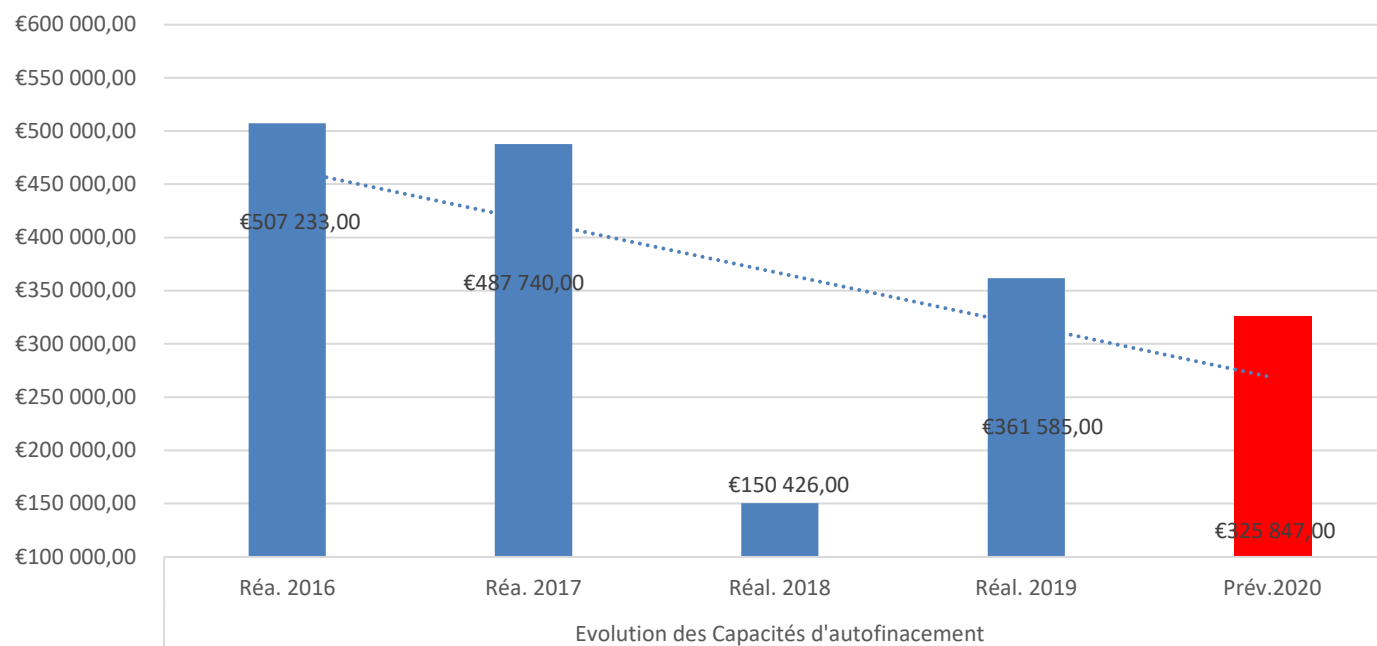
Evolution de l'Autofinancement

	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Prév. 2020	Prév. 2021
Excédent brut de fonctionnement	521 028 €	639 234 €	453 847 €	473 857 €
Capacité d'autofinancement brute	506 501 €	621 294 €	435 847 €	455 857 €
Capacité d'autofinancement nette	150 425 €	351 585 €	325 847 €	345 857 €

Analyse Financière

Entre ville et campagne

Capacité d'auto financement nette



Orientations budgétaires 2020

Entre ville et campagne

Pour cette année, les objectifs et orientations proposés pour la construction des budgets seront les suivants :

- Geler les taux d'imposition, (inchangés depuis 2009)
- Conserver une capacité d'autofinancement net des investissements,
- Contenir les charges de fonctionnement courant,
- Poursuivre l'entretien et la rénovation des bâtiments communaux,
- Maintenir un endettement raisonnable de la Commune pendant le mandat

Orientations budgétaires 2020

Entre ville et campagne

Ne pas augmenter les impôts :

Ainsi, malgré la réforme de la taxe d'habitation, le budget devrait présenter des ressources fiscales constantes. Il est proposé de ne pas modifier les taux d'imposition en vigueur depuis 2009 :

–Pour mémoire

–28,01 % pour la TFB

–49,07 % pour la TFNB

–11,8 % pour la TH

Orientations budgétaires 2020

Entre ville et campagne

Dans un contexte national incertain, il s'agit malgré tout de garder des ratios financiers favorables, de manière à permettre à la collectivité d'investir pour assurer la pérennité du patrimoine communal et améliorer les services à la population.

Analyse Financière

Entre ville et campagne

INVESTISSEMENTS

➤ À ce jour un autofinancement « adapté » a permis à la commune de réaliser annuellement les investissements dont elle avait besoin.

→ Le montant des investissements sur la période 2015-2017 se situe à 2 635 000 € .

880 000 € en moyenne par année.

Le montant des investissements réalisés en 2018 est de 650 000 €, en 2019 de 500 000 euros

Le Dégagement d'une somme de 650 000 € sur l'exercice budgétaire 2020 est prévu. (mis en application lors du vote du budget après les élections)

Propositions d'investissements pour 2019/2020

Entre ville et campagne

PREV	2019	2020
–Aménagement Urbain	107000 €	
–Bâtiments communaux	361000 €	
– dont Salle Danse	300 000 €	
–Matériel	102 000 €	
–Espaces Loisirs	45 000 €	
–Eclairage Public	70 000 €	
– »VOIRIE »	40 000 €	
TOTAL	725 000 €	650 000 €
–Réalisé	500 000 €	

Propositions d'investissements pour 2019/2020

Entre ville et campagne

Budget voirie:

suite à transformation de SEM en Métropole.

Montant réservé à la commune- 225 000 euros

possibilité de donner un fonds de concours annuel d'un même montant si travaux prévus excèdent le montant de 225 000 euros.

Budget 2019 . 218 000 euros

Budget 2020. idem: 225 000 euros

Poursuite de notre stratégie budgétaire et financière en quatre priorités :

- 1 : Poursuivre la maîtrise de la pression fiscale,
- 2 : Poursuivre notre politique d'endettement mesuré en vue de faire face aux investissements futurs,
- 3 : optimiser les dépenses de fonctionnement,
- 4 : poursuivre l'amélioration des services rendus à la population:
 - » grâce à des actions de service de proximité
 - » grâce à des services municipaux de qualité (réorganisation)